

## ARMES



30 %

Les directives de la Deutsche Bank concernant l'armement sont très faibles

Deutsche Bank a clairement exclu le financement des fabricants d'armes à sous-munitions, de mines antipersonnel et d'armes nucléaires, chimiques et biologiques. Cependant, sur de nombreux points critiques, les directives de la Deutsche Bank sont insuffisantes ou tout simplement inexistantes. Par exemple, la banque n'a pas publié de directive claire sur les armes autonomes. La Deutsche Bank s'engage elle-même à respecter les embargos sur les armes, mais n'impose pas d'exigences explicites aux clients à ce sujet. Il n'y a pas non plus de directives publiques sur l'exclusion des exportations d'armes vers des pays qui sont vulnérables à la corruption, qui ont échoué ou qui ont des dépenses militaires disproportionnées.

Détails :

Deutsche Bank entretient des liens financiers avec les dix producteurs d'armes qui sont critiqués dans le rapport "Dirty Profits - Our Money for Arms Exports to War and Crisis Areas". Il s'agit d'entreprises qui ont exporté des armes ou du matériel militaire à des pays impliqués dans la guerre au Yémen: Airbus, BAE Systems, Boeing, Lockheed Martin, MTU Aero Engines, Northrop Grumman, Raytheon, Rheinmetall, Rolls Royce et ThyssenKrupp.

Boeing est le deuxième plus grand producteur d'armes au monde. L'entreprise produit notamment des bombardiers de longue distance et des missiles nucléaires. Boeing joue un rôle de leader dans le développement d'armes autonomes.

Un rapport de la Coalition belge contre les armes nucléaires, Fairfin et le Scan des Banques a révélé que Deutsche Bank a investi plus de 7 milliards de dollars dans 17 des 20 plus grandes entreprises d'armement nucléaire au monde.

## BONUS ET RÉMUNÉRATION



15 %

La politique de bonus de Deutsche Bank est très faible.

Les bonus peuvent aller jusqu'à 200 % du salaire fixe.

60 % des bonus sont attribués sur la base d'objectifs à long terme, mais ne sont pas liés à des objectifs de durabilité. La banque n'a pas fixé de rapport maximum entre les salaires les plus bas et les plus élevés de ses employés.

## CHANGEMENT CLIMATIQUE



36 %

La politique climatique de la Deutsche Bank est faible. La banque a un peu amélioré sa politique, mais elle reste dans le bas du classement en matière de climat.

La banque a récemment exclu les formes les plus nocives d'extraction de pétrole et de gaz, mais ne le fait que pour les nouveaux projets. L'extraction pétrolière existante dans l'Arctique ou dans des zones sensibles peut donc continuer à bénéficier du soutien de la Deutsche Bank. Si les projets d'extraction de pétrole et de gaz utilisent des « méthodes conventionnelles », aussi bien les projets nouveaux qu'existants peuvent être financés. La banque financera même le charbon jusqu'en 2025.

Détails :

Une étude de ShareAction (février 2022) a montré que la Deutsche Bank finance massivement des entreprises qui exploitent de nouveaux gisements de pétrole et de gaz. Depuis 2016, leur financement a en fait augmenté, et non diminué. Cependant, l'Agence internationale de l'énergie a clairement indiqué que ces nouvelles opérations minières devaient être complètement arrêtées d'ici 2021. Ce n'est qu'ainsi que nous pourrions avoir des émissions nettes nulles d'ici 2050 et limiter le réchauffement climatique à 1,5°C.

Dans le "Fossil Fuel Report" annuel, la Deutsche Bank apparaît régulièrement comme l'un des principaux bailleurs de fonds de l'énergie fossile. Chaque année, la banque injecte des milliards dans les combustibles fossiles. En cinq ans (2016-2021), son financement s'est élevé à plus de 75 milliards de dollars. Une partie importante de cette somme est allée spécifiquement à des projets et à des entreprises qui étendent activement leur utilisation des combustibles fossiles.

## CORRUPTION



50 %

Les directives de la Deutsche Bank pour prévenir la corruption sont médiocres.

La banque ne tolère pas la corruption en interne et a une bonne politique à cet égard. Une telle politique n'existe pas pour les entreprises financées par la Deutsche Bank. La banque n'impose aucune exigence à propos des procédures internes d'une entreprise, à propos d'un reporting transparent ou à propos du lobbying auquel participe une entreprise.

Détails :

Les rapports "Dirty Profits 5 & 6" révèlent que Deutsche Bank est financièrement liée à six entreprises soupçonnées et souvent condamnées pour cause de corruption. Un exemple est l'affaire de corruption autour de Nornickel (avant Norilsk Nickel), une entreprise minière russe. Cette entreprise est soupçonnée de corruption en Russie, pour avoir dissimulé les dégâts environnementaux qu'elle a causés en corrompant des fonctionnaires du ministère de l'environnement.

## DROIT DU TRAVAIL



50 %

La politique de la Deutsche Bank en matière de droits du travail reste faible.

Deutsche Bank respecte les règles du travail dans ses opérations commerciales. Elle intègre également les règles de la réglementation de l'OCDE et du Pacte mondial.

La banque ne demande pas aux entreprises dans lesquelles elle investit ou auxquelles elle accorde des crédits de verser un salaire minimum ou de fixer une limite maximale de temps de travail. Deutsche Bank n'impose pas non plus de conditions aux chaînes d'approvisionnement de ces entreprises.

Détails :

Dans les recherches pratiques de FairFin sur le secteur du cacao en 2021 et sur les mines de cobalt de Glencore en 2020, la Deutsche Bank est apparue comme un important bailleur de fonds des entreprises impliquées dans toutes sortes d'abus. Ces politiques de la Deutsche Bank, qui sont clairement inférieures aux normes, contribuent à perpétuer le travail des enfants, l'exploitation et l'accaparement des terres dans les chaînes d'approvisionnement des entreprises que la banque finance.

## DROITS HUMAINS



50 %

La politique de la Deutsche Bank en matière de droits humains est médiocre.

La banque attend des entreprises dans lesquelles elle investit qu'elles se conforment aux Principes directeurs des Nations Unies relatifs aux entreprises et aux droits humains et à plusieurs autres normes internationales. La banque ne dit rien sur les fournisseurs de ces entreprises. La Deutsche Bank ne tient également compte que de manière limitée de la population locale.

### Détails :

En septembre 2021, la coalition internationale Don't Buy Into Occupation a publié un rapport en montrant que la Deutsche Bank finance à hauteur de 15 milliards d'euros les entreprises actives dans les colonies israéliennes illégales en territoire palestinien. Ces colonies sont considérées comme des crimes de guerre par le droit international. Les entreprises qui y opèrent courent un risque énorme de participer à des violations des droits humains.

En 2019, Deutsche Bank semblait avoir investi pour plus de 1,7 milliards d'euros dans des entreprises coupables de déforestations et de violations des droits humains, et qui sont liées au feu (forestiers) dans et autour de l'Amazonie.

## ÉGALITÉ DES SEXES



13 %

La politique d'égalité des genres de la Deutsche Bank est mauvaise.

La banque condamne la discrimination sur le lieu de travail. La banque n'assure pas l'égalité de rémunération entre les hommes et les femmes. La Deutsche Bank a développé un système qui vise à amener plus de femmes à des postes de direction. À l'heure actuelle, il n'y a que 15 % de femmes à ces postes.

Pour les décisions d'investissement et de financement, Deutsche Bank n'impose pas d'exigences d'égalité des genres aux entreprises.

## FISCALITÉ



21 %

La politique fiscale de la Deutsche Bank est très faible.

La banque communique sur ses paiements d'impôts, le nombre d'employé-e-s et le chiffre d'affaires et les bénéfices par pays dans lequel elle opère.

Deutsche Bank n'a aucune politique pour empêcher l'évasion fiscale. Les entreprises financées par la Deutsche Bank doivent respecter certaines règles de l'OCDE. De plus, la banque n'a pas de politique fiscale.

### Détails :

Deutsche Bank finance directement Glencore, une entreprise contestée qui est reprise dans le rapport "Dirty Profits 6 Mining" qui investigate les pratiques d'évasion fiscale. Glencore est accusé d'avoir fait du lobbying en Zambie contre la législation fiscale, en 2014. En esquivant les impôts, l'entreprise ne ne fait pas bénéficier les pays où sont situées leurs mines pourtant financièrement très rentables.

## NATURE



35 %

Les directives de la Deutsche Bank se sont améliorées, mais restent faibles.

La seule exigence claire de la banque est que les entreprises financées tiennent compte des impacts négatifs possibles sur les réserves naturelles et les sites de l'UNESCO. Deutsche Bank a également signé les Equator Principles qui exigent que les projets qu'elle finance respectent certaines conditions supplémentaires.

La Deutsche Bank n'a pas de règles de conservation, telles que des normes minimales pour la production et le commerce d'organismes génétiquement modifiés. Il n'y a pas non plus de politiques commerciales à propos des espèces menacées ni d'exigences spéciales pour les activités dans les zones où l'eau est rare.

### Détails :

FairFin a montré en octobre 2021 comment la Deutsche Bank finance la distribution massive de plastique à usage unique. Ce plastique omniprésent est extrêmement nocif pour l'environnement, le climat et notre santé. Deutsche Bank a investi plus de 35 milliards d'euros dans les principaux utilisateurs de plastiques à usage unique tels que Coca-Cola et Unilever.

En avril 2021, FairFin a publié un rapport montrant que Deutsche Bank avait financé des multinationales du secteur du cacao pour 480 millions d'euros. La déforestation à grande échelle des forêts protégées est un problème connu depuis des décennies dans les chaînes d'approvisionnement des géants du cacao comme Nestlé et Barry Callebaut. Pourtant, les deux sont financés par la Deutsche Bank.

En 2019, il est apparu que Deutsche Bank investissait pour plus de 1,7 milliards d'euros dans des entreprises impliquées dans la déforestation et des violations des droits humains, liées au incendies de forêt dans et autour de l'Amazonie.

## TRANSPARENCE



43 %

En termes de transparence, Deutsche Bank affiche de très mauvais résultats.

Le rapport de développement durable de la banque est établi conformément aux directives internationales et audité par un tiers (KPMG).

Deutsche Bank ne communique pas de manière transparente sur ses investissements. On ne sait pas non plus comment la banque gère les entreprises qui sont considérées comme problématiques.

Cependant, la Deutsche Bank a récemment introduit une procédure de plainte si ses activités commerciales violent les droits humains.